

Marc Ravalomanana devant un choix cornélien

Le blog de Sammy Rasolo – 08/10/09

Apparemment, Marc Ravalomanana refuse que la présidence soit attribuée à Andry Rajoelina. Ce, que ce dernier accepte ou non de participer à la prochaine élection présidentielle. Et tout compte fait, tel qu'on connaît l'homme, ceci surprend à peine. Il reste logique avec lui-même. Déjà, lors des négociations de Maputo II, il a formulé cette opposition à l'attribution de la présidence de la Transition à Andry Rajoelina. A raison d'ailleurs puisqu'il est intellectuellement difficile d'admettre qu'après toutes les condamnations de la communauté internationale, Andry Rajoelina soit quand même "récompensé" par l'obtention de ce poste prestigieux mais lourd de charges. Par la répartition des sièges de la Transition issue des négociations de Carlton même, c'est la communauté internationale qui n'est pas logique avec elle-même. Les condamnations multiples auraient dû exclure l'option Tgv pour la présidence. Mais tel n'a pas été le cas. L'explication est simple: cette communauté internationale est divisée par des intérêts divergents. On sait qui, ou plus exactement quel pays, est derrière Tgv. Et c'est ce soutien qui a manœuvré pour que Tgv, malgré tout, contre toute logique, ait été accepté par tous, sauf par Marc Ravalomanana bien sûr.

VERS UNE CHEVAUCHEE SOLITAIRE

Le problème, maintenant, est que les légalistes risquent de s'engager dans une chevauchée désespérément solitaire. Jusqu'à il y a trois jours, Tgv avait en face de lui trois mouvances. Maintenant, ce sont les légalistes qui vont avoir en face d'eux trois mouvances. L'alliance de circonstance contre les tégévistes a bien vite éclaté. Normal, à la base de cette alliance, il n'y avait rien de solide. Jusqu'à il y a trois jours, c'est à dire avant la réunion de Carlton, le soutien du SADC était acquis à Marc Ravalomanana. Depuis, on ne sait pas si ce soutien est toujours acquis après la déclaration commune des médiateurs. Le SADC va-t-il se désolidariser de l'ensemble des médiateurs ? Ceci semble improbable. Et le pire est que la communauté internationale risque de désigner les légalistes comme facteurs de blocage à la sortie de crise. Ce sera particulièrement injuste mais c'est une éventualité à ne pas écarter.

UN SEMBLANT DE LEGITIMITE, VERS PLUS DE REPRESSION

Les négociations de Maputo II n'ont pas abouti au résultat espéré à cause du désistement d'Andry Rajoelina, habitué à s'engager puis à se dédire. Il avait prétexté la nécessité de consulter sa base pour refuser l'application des Accords. Et même si des personnalités aussi bien nationales qu'étrangères ont affirmé que consensus ne signifie pas unanimité, il n'y avait aucun moyen de contourner les tégévistes. Sans doute puisqu'ils ont l'effectivité du pouvoir et le soutien de l'armée. Dans sa position actuelle, c'est à dire dans son refus de laisser à Andry Rajoelina la présidence de la Transition, il manquera cruellement à Marc Ravalomanana les moyens de pression nécessaires. Il faut rendre hommage au courage et à la persévérance des manifestants de Magro mais objectivement, tant que l'armée reste ce qu'elle est, c'est à dire une force de répression entre les mains de Tgv, ils resteront confinés au Magro. Jusqu'ici, tous les appels à une grève générale se sont heurtés à la répression alors même que l'unilatéralisme de Tgv et la violation des droits de l'homme par ses sbires avaient été condamnés par tous et particulièrement par la communauté internationale. Et maintenant qu'il a un semblant de légitimité avec le résultat de la réunion de Carlton, puisque les participants à cette réunion étaient censés représenter toutes les opinions nationales, Tgv ne va pas se priver de recourir encore plus à la violence.

DEUX POSSIBILITES POUR LES LEGALISTES

De tout ceci, deux possibilités s'offrent aux légalistes. Soit refuser le projet d'accord de Carlton et persister obstinément à refuser à Andry Rajoelina la présidence de la Transition, soit s'engager dans la Transition avec la répartition de sièges définie au Carlton. Le premier choix sera courageux mais très très périlleux. Tout simplement parce qu'il équivaut à une "chevauchée solitaire" dont l'issue sera des plus aléatoires. Solitaire puisque la mouvance Zafy a déjà déclaré officiellement que l'accord intervenu au Carlton lui convient et la mouvance Ratsiraka reste silencieuse mais son approbation ne semble faire aucun doute. Solitaire aussi parce que le soutien de la communauté internationale ne semble plus acquis. Le risque est la marginalisation. La Transition va se mettre en place et fonctionner sans les légalistes et les élections vont être organisées également sans les légalistes. Le second choix, lui, ressemblera à une résignation mais l'opposition à Andry Rajoelina pourra s'organiser de l'intérieur même de la Transition et surtout, les légalistes auront un droit de regard sur le processus électoral. Un choix cornélien à faire !